

A AFFICHER !

SNUEP INFOS!



Supplément au n° 063 du 21/12/2006 **FSU**

Lettre d'information du Syndicat National Unitaire de l'Enseignement Professionnel

Les suites de la grève du 18... suite !

Comme vous avez pu le constater dans le numéro précédent de SNUEPinfos, il manquait le communiqué de l'intersyndicale du second degré et la lettre au premier Ministre. En effet l'élaboration de ces 2 textes par tous les syndicats de l'intersyndicale a été plus longue que prévu.

Vous les trouverez donc ci-après :

- **Communiqué de l'intersyndicale**

CNGA, FEP-CFDT, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNETAA EIL, SNFOLC, SNPEFP-CGT, SNUEP-FSU, SUD-EDUCATION, SUNDEP, UNSEN-CGT

DECRET SUR LES OBLIGATIONS DE SERVICE DES ENSEIGNANTS : L'ACTION CONTINUE EN JANVIER

« L'intersyndicale des 15 » réunie le 20 décembre s'est félicité de la forte mobilisation des personnels lors de la grève du 18 décembre.

La demande d'une nouvelle audience auprès du Ministre reste sans réponse à ce jour.

L'Intersyndicale a décidé de s'adresser au premier Ministre pour lui demander d'intervenir dans le conflit qui oppose depuis plus de huit semaines, le ministre de l'Education nationale aux enseignants du second degré et les syndicats qui les représentent

L'intersyndicale réitère ses deux demandes : le retrait du projet de décret et l'ouverture de véritables discussions pour que des réponses soient apportées à la nécessaire prise en compte des réalités du métier et que soient améliorées les conditions de son exercice.

Ces demandes seront également reformulées lors du prochain CTPM qui doit se tenir le 11 janvier.

L'Intersyndicale appelle les personnels :

- à rester mobilisés
- en se réunissant dans les établissements le 11 janvier
- en signant massivement, et en envoyant ce même jour, la lettre destinée au Premier ministre
- en s'adressant à leurs parents d'élèves par une lettre qui explicitera le conflit.

D'ores et déjà, l'intersyndicale a mis en perspective de nouvelles initiatives d'ampleur pouvant aller jusqu'à la grève en janvier si les revendications portées par les personnels et les syndicats qui les représentent ne sont pas prises en compte. Elle se réunira à nouveau suite au CTPM du 11 janvier.

- **Lettre au premier Ministre :**

CNGA, FEP-CFDT, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNETAA EIL, SNFOLC, SNPEFP-CGT, SNUEP-FSU, SUD-EDUCATION, SUNDEP, UNSEN-CGT

**Monsieur
Dominique de
VILLEPIN
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de
Varenne
75700 Paris SP**

Paris le 21
décembre 2006

Monsieur le Premier ministre,

Depuis deux mois, une intersyndicale réunit la quasi-totalité des syndicats d'enseignants du second degré publics et privés sur un projet de décret modifiant les statuts et obligations de service des enseignants de lycées et collèges.

L'intersyndicale demande son retrait et l'ouverture de discussions pour que soient apportées des réponses à la nécessaire prise en compte des réalités du métier et pour que soient améliorées les conditions de son exercice.

Cinq semaines ont été nécessaires pour que le Ministre reçoive l'intersyndicale. La fin de non recevoir qui a été faite à leurs demandes a conduit les organisations syndicales à refuser de siéger au Comité technique paritaire ministériel du 11 décembre et à appeler à la grève les enseignants du second degré le 18 décembre ainsi qu'à quitter le CTPM.

L'ampleur de la mobilisation est à la mesure de l'émoi provoqué par le projet de texte ministériel et l'attitude du ministre

La nouvelle demande d'audience que nous avons sollicitée a été refusée par le ministre. Nous faisons appel à votre arbitrage pour que soit retiré le projet de décret et que des discussions soient ouvertes conformément au souci que vous avez manifesté de favoriser le dialogue social.

Si le ministre persiste à ne pas vouloir sortir du conflit les personnels seront contraints de décider de nouvelles initiatives d'ampleur pouvant aller jusqu'à la grève en janvier.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de nos salutations respectueuses.

Présidente du CNGA-CGC
Marie - Elisabeth ALLAINMAT

Secrétaire Général FEP-CFDT
Xavier NAU

Secrétaire Général SE-UNSA
Luc BERILLE

Secrétaire Général SGEN-CFDT
Jean-Luc VILLENEUVE

Président du SNALC-CSEN
Bernard KUNTZ

Secrétaire Général SNCL-FAEN
Marc GENIEZ

Secrétaire Général SNEP-FSU
Jean LAFONTAN

Co-Secrétaire Général SNES-FSU
Bernard BOISSEAU

Secrétaire Général SNETAA-EIL
Christian LAGE

Secrétaire Général SNFOLC
Marie Edmonde BRUNET

Secrétaire Général SNPEFP-CGT
Thomas JANIER

Co-Secrétaire National SNUEP-FSU
Jean-Claude DUCHAMP

Co Secrétaire SUD Education
Maria BIANCHINI

Co-Secrétaire Général SUNDEP
Robert ANDRESEN

Secrétaire Général UNSEN – CGT
Denis BAUDEQUIN

Manifestation Nationale de la FSU à Paris le 20 janvier

La rentrée de janvier va être mouvementée. S'appuyant sur le succès de la mobilisation du 18 décembre, l'intersyndicale est déterminée à ne pas céder sur les obligations de service.

Dans l'enseignement professionnel, si le ministre suivait, comme il l'a fait jusque là pour les autres audits, les recommandations de celle qui vient d'être publiée sur la voie professionnelle, cela déboucherait sur une remise en cause fondamentale de nos statuts, de nos services, de nos missions et de nos conditions de travail. Le SNUEP analysera en détail dans ses prochaines publications le contenu du rapport.

Dans de nombreux autres secteurs de l'éducation nationale le mécontentement est profond. La manifestation du 20 janvier, que la FSU souhaitait la plus unitaire possible, sera l'occasion d'exprimer et de fédérer tous ces mécontentements.

Dans le débat national qui s'ouvre et qui sera capital pour l'avenir de notre pays, l'école y occupera certainement une place importante. L'exercice de notre métier est de plus en plus difficile, nous sommes une des rares catégories sociales à n'avoir en rien bénéficié de la réduction du temps de travail, depuis des années les pertes de notre pouvoir d'achat s'accumulent... et en plus nous sommes dénigrés !

N'est-il pas tant de montrer à l'opinion, aux élus, aux futurs candidats notre colère, de dire ce que nous voulons pour l'école et pour exercer convenablement nos métiers.

Pour défendre notre dignité professionnelle, participons massivement à la manifestation du 20 janvier...Nous n'aurons peut-être pas d'autres occasions de le faire de si tôt !

Pour participer à la manifestation, s'inscrire dès début janvier auprès des responsables du SNUEP et des sections départementales de la FSU qui organiseront les déplacements

A télécharger en format



ou



ou

